

## MONDE

**Attentat à Kaboul : 17 morts, dont un Français, un italien et plusieurs dizaines de blessés.** Les taliban ont revendiqué ces attaques qui ont visé le plus grand centre commercial de la capitale afghane, dans un quartier comprenant également un hôtel fréquenté par les Occidentaux et une pension à clientèle majoritairement indienne, la maison d'hôtes Hamid, et le Park residence.

**Le gouvernement néerlandais tombe sur l'Afghanistan.** Le Parti travailliste s'est retiré de la coalition gouvernementale en raison de son opposition au maintien d'un an des troupes néerlandaises en Afghanistan demandé par l'Otan. La Reine a accepté la démission des douze ministres et secrétaires d'Etat travaillistes. Des élections législatives anticipées seront organisées le 9 juin. D'ici là, le gouvernement du Premier ministre BALKENENDE du Parti chrétien-démocrate (CDA) gèrera les affaires courantes avec le petit parti social-protestant Union chrétienne (CU).

**Zazi dans le métro ?** Najibullah ZAZI, un jeune Afghan de 25 ans, résidant aux États-Unis depuis l'adolescence, a plaidé coupable de « *complot avec usage d'armes de destruction massive* », de « *conspiration* » et « *soutien matériel à Al-Qaïda* ». Son jugement devrait intervenir le 25 juin. Il risque la perpétuité. L'attentat suicide devait avoir lieu entre le 14 et le 16 septembre. Ce serait la menace la plus grave qu'auraient connue les États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Converti à l'idée de devenir « *martyr* » aux États-Unis, le jeune homme avait acheté de grandes quantités de produits chimiques pour fabriquer le même type d'explosif artisanal que celui utilisé dans les attentats meurtriers de Londres et Madrid.

**L'appel de Moammar KADHAFI à la guerre sainte contre la Suisse.** A cause de l'interdiction des minarets. Le dirigeant libyen a également appelé les musulmans du monde entier à boycotter les produits suisses et demandé aux pays musulmans d'interdire les avions et navires suisses dans leurs ports et aéroports. Le porte-parole du ministère suisse des Affaires étrangères Lars KNUCHEL n'a pas voulu commenter ces déclarations.

**Dubaïgate.** Au total, 26 personnes soupçonnées. Après les 11 identifiés, 15 nouveaux suspects dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Mahmoud AL-MABHOUH, l'un des fondateurs de la branche militaire du mouvement islamiste palestinien Hamas qui contrôle la bande de Gaza. Parmi les 15 nouveaux suspects : trois passeports britanniques, trois irlandais et trois australiens. Cinq femmes en font partie. La police de Dubaï affirme que l'opération aurait été menée par le Mossad, le service de renseignement israélien. Elle en veut pour preuve des écoutes téléphoniques. Mais plusieurs responsables israéliens, dont le ministre des Affaires étrangères, Avigdor LIEBERMANN, ont affirmé que rien ne prouvait l'implication d'Israël dans cette affaire. Les dirigeants de l'Union européenne protestent contre l'usurpation d'identité de ressortissants européens et condamne l'assassinat, sans toutefois mettre en cause directement Israël.

**Haïti, 6 semaines après.** La Direction de la Protection civile estime le nombre de morts à 222.517, soit 5.000 personnes de plus qu'il y a une semaine. L'ONU souligne que la priorité est toujours l'urgence sanitaire. Le ministère de l'Éducation haïtien a indiqué que les enfants vivant dans les zones concernées devraient reprendre l'école au début du mois d'avril. Le nombre de personnes ayant quitté la capitale a augmenté pour atteindre 597.801 personnes. Environ 160.000 personnes de Port-au-Prince se sont regroupées près de la frontière de Saint Domingue.

**Aung San Suu Kyi sans liberté.** La cour suprême a rejeté le recours des avocats d'Aung San Suu Kyi, l'opposante birmane, en confirmant sa condamnation à 18 mois d'assignation à résidence. La lauréate du prix Nobel de la paix, 64 ans, avait été condamnée en août 2009 à trois ans de réclusion et de travaux forcés pour avoir brièvement hébergé un Américain qui avait réussi à nager jusqu'à son domicile, situé sur les rives d'un lac. Une décision réprouvée par la communauté internationale alors que se profilent les premières élections dans le pays depuis 20 ans.

**Entreprises françaises en Irak ?** C'est un appel du ministre de l'Industrie, Christian ESTROSI, pour « *gagner ce marché gigantesque* », après les menaces du gouvernement irakien de refuser d'accorder des contrats à ceux qui ne s'y installeraient pas.

## EUROPE

**La Grèce, à la recherche d'économies, paralysée par une grève nationale.** Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour protester contre les mesures de rigueur décidées par le gouvernement pour faire face à la crise financière. Les hauts fonctionnaires de la Commission ont quitté Athènes où ils auraient constaté qu'entre 3,6 et 4,8 milliards d'euros restent à trouver afin de tenir l'objectif d'une réduction de quatre points du déficit cette année. Outre une hausse de deux points de la TVA et de nouvelles taxes sur les carburants et les produits de luxe, le pays devra donc prendre de nouvelles mesures d'austérité d'ici à la mi-mars s'il ne veut pas se les voir imposer par ses partenaires européens.

**Viktor IANOUKOVITCH en tournée européenne.** Le nouveau président ukrainien effectuera le 1<sup>er</sup> mars sa première visite à l'étranger à Bruxelles, où il doit notamment rencontrer le président de l'UE, Herman Van ROMPUY, le président du Parlement européen Jerzy BUZEK, ainsi que le président de la Commission européenne, José Manuel BARROSO.

**Un pacte européen de lutte contre le trafic de drogue.** Proposé par Brice HORTEFEUX, le ministre français de l'Intérieur, qui a reçu le soutien de ses 26 collègues européens. Objectifs : frapper les trafiquants au portefeuille en coordonnant les saisies d'« *avoirs criminels* ». Et, surtout, entraver les filières d'acheminement de la cocaïne et de l'héroïne. Motivé par l'échec d'une campagne d'interdiction des cultures conduite pendant dix ans par l'ONU : les trafics se sont simplement déplacés vers des régions sans état de droit, comme l'Afghanistan. La consommation, s'accroît ; « *nettement* » pour la cocaïne et en « *hausse préoccupante* » pour l'héroïne et les opiacés. 74 millions d'Européens ont goûté au cannabis, soit 22% des 15 à 64 ans.

**Madère en deuil.** Le bilan officiel après la catastrophe qui a frappé l'île portugaise est de 42 morts et de 32 blessés. Des pluies torrentielles ont inondé Funchal, la capitale de l'île de Madère. Trois jours de deuil ont été annoncés par les autorités portugaises. La reconstruction prendra des semaines.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Nicolas SARKOZY au Rwanda.** La France a commis de « *graves erreurs d'appréciation lors du génocide rwandais de 1994* » : Erreurs dans le jugement de la dimension génocidaire du gouvernement du président (Juvénal HABYARIMANA) qui a été assassiné, erreurs dans une opération (militaire) Turquoise « *engagée trop tardivement et sans doute trop peu* ». Mais pas de fautes, ni excuses officielles. Avec Paul KAGAME, il a exprimé la volonté de tourner la page de ces événements tragiques, qui ont fait 800.000 morts, pour rebâtir la coopération entre Paris et Kigali. Paul KAGAME s'est engagé à venir au prochain sommet France-Afrique à Nice fin avril. Autres signes de normalisation : le centre culturel français de Kigali rouvrira ses portes avant la fin du premier semestre et l'école française Saint-Exupéry à la rentrée prochaine.

**A Bamako, remerciements au Président malien** pour le dénouement dans l'affaire de l'otage français, Pierre CAMATTE, après trois mois de captivité, dans le désert malien – « *une prison sans barreau* » - aux mains de « *fanatiques qui veulent islamiser le monde* » dit le travailleur humanitaire. Pierre CAMATTE a été relâché après libération de quatre membres d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) par les autorités maliennes. L'Algérie et la Mauritanie ont vivement protesté, rappelant leurs ambassadeurs à Bamako.

**Au Gabon, engagement à enterrer la « Françafrique ».** Nicolas SARKOZY et Ali BONGO s'engagent à refonder une relation privilégiée et faire entrer la relation entre les deux pays dans une nouvelle ère. Le président français qui a exprimé une « *grande confiance* » en Ali BONGO, a annoncé un nouvel accord de défense, le maintien de la base militaire française de Libreville, la formation des forces de police, l'aide au développement agricole, la défense de l'environnement. La France attend un soutien du Gabon au Conseil de sécurité de l'ONU, où il siège jusqu'à la fin 2011.

**Côté d'Ivoire une nouvelle commission électorale nommée mais pas encore de gouvernement.** Le nouveau président de la commission sera Youssouf BAKAYOKO, un ancien ministre des Affaires étrangères et membre de l'opposition. Le président GBAGBO avait décidé de dissoudre le 12 février le gouvernement et la commission électorale, alors que des élections présidentielles devaient avoir lieu le mois prochain.

**Niger.** La junte militaire qui s'est emparée du pouvoir par un coup d'Etat, a nommé comme Premier ministre Mahamadou DANDA qui avait été en 1999 ministre de la précédente junte.

**Assassinat à Alger.** Ali TOUNSI, Directeur général de la sûreté nationale depuis 1995, a été assassiné dans son bureau d'Alger. L'auteur serait le colonel OULTACHE, ex-officier de l'armée de l'air, chargé du service des hélicoptères de la police. Convoqué par Ali TOUNSI qui lui a notifié la fin de sa mission, le meurtrier a vidé le chargeur de son revolver sur son supérieur, avant de se tirer une balle dans la tête, apparemment pris d'une crise de démence, selon le ministère de l'Intérieur.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Régionales : FRECHE tire sur AUBRY.** 52 colistiers ont été exclus pendant 2 ans. A noter que les autorités socialistes ont immédiatement annoncé la mise en place, après les élections, d'une « mission de réconciliation ». « Nous avons appliqué nos règles », dit Martine AUBRY. « Dans 23 départements et pas seulement en Languedoc-Roussillon, certains camarades sont candidats sur d'autres listes que celles investies par le Parti socialiste. Ils se sont mis d'eux-mêmes en dehors du Parti socialiste ». Réponse de Georges FRECHE : « Chaque fois que Martine AUBRY coupe des têtes, nous gagnons un ou deux points dans les sondages ». Selon un sondage BVA, Georges FRECHE semble intouchable. Il cumule 32% des intentions de vote, l'UMP, Raymond COUDERC, 26%, la liste d'Europe Ecologie, 10%. La liste socialiste d'Hélène MANDROUX n'arrive qu'en quatrième position, avec 9% des intentions de vote. Au deuxième tour, Georges FRECHE l'emporterait dans tous les cas de figure.

**Régionales en Ile-de-France : le débat dérape.** Patrick DEVEDJIAN « va poursuivre en diffamation » l'eurodéputé PS, Vincent PEILLON, « pour les propos qu'il a tenus sur LCI » où il a évoqué un fait divers ayant valu au ministre de la Relance et à l'ancien ministre Alain MADELIN, une condamnation en correctionnelle en 1965. L'eurodéputé socialiste relance la balle après les accusations lancées contre Ali SOUMARE, tête de liste socialiste dans le Val d'Oise, par deux maires UMP du Val d'Oise, d'être « un délinquant multirécidiviste ». Mardi matin, les chefs de file UMP aux régionales en Ile-de-France seront reçus par Nicolas SARKOZY, à l'Élysée.

## PARLEMENT

### Conseil Constitutionnel

**Sages sénateurs.** Deux sages parmi les sages. Pour la première fois depuis de longues années deux membres de la Haute assemblée font leur entrée au conseil constitutionnel. Il s'agit d'Hubert HAENEL, Président de la commission des affaires européennes du Sénat, nommé par le Président Gérard LARCHER et de Michel CHARASSE, sénateur du Puy de Dôme, collaborateur du Président MITTERRAND pendant 14 ans, ancien ministre du budget et ancien membre du PS exclu en 2008. Troisième désigné : Jacques BARROT, ancien ministre du travail, ancien député, ancien vice-président de la Commission européenne, nommé par le Président de l'Assemblée nationale.

### Assemblée nationale

**Service civique.** Le Parlement français a adopté définitivement une proposition de loi qui prévoit de remplacer l'actuel service civil volontaire par un service civique, l'objectif étant d'attirer 75.000 jeunes en 2014. Seul le groupe de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) a voté contre. Ce service civique, sera volontaire. Il concernera les jeunes de 16 à 25 ans, l'indemnisation variant de 540 à 640 euros par mois. Chaque trimestre comptera pour le calcul de la retraite.

**La clause de l'Européenne la plus favorisée adoptée à la quasi-unanimité.** C'est la première fois depuis la mise en œuvre de la révision constitutionnelle qu'un texte d'un groupe d'opposition est adopté. Les partis de la majorité se sont ralliés à cette proposition PS qui a été adoptée avec 462 suffrages contre 7. Plus de 100 députés n'ont pas pris part au vote. Cette clause vise à faire l'inventaire des législations les plus favorables aux femmes en Europe, à en retenir les meilleures et à inviter le gouvernement à déposer un projet de loi en ce sens.

**Les nominations au Palais Bourbon.** Jérôme CAHUZAC, député PS du Lot-et-Garonne, présidera la Commission des Finances de l'Assemblée nationale. Corinne LUQUIENS, qui était directrice générale des services législatifs, devient secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la Présidence.

### Sénat

**Sportifs les sénateurs.** Ils ont adopté en première lecture le projet de loi, très attendu par les opérateurs, ouvrant à la concurrence les paris sportifs et hippiques et le poker en ligne. Avec 181 voix, UMP et Union centriste. 140 voix contre de la gauche PS, PCF et Verts. Une autorité de régulation (Arjel) qui délivrera des licences d'exploitation pour la France aux futurs opérateurs même s'ils détiennent déjà une licence dans un autre des Etats membres de l'UE. Deuxième lecture à

l'Assemblée nationale le 30 mars. Il restera à obtenir le feu vert de l'Union européenne, du Conseil d'Etat sur les décrets d'application et l'aval du Conseil constitutionnel s'il est saisi. Le tout avant le 11 juin, début de la coupe du monde de football... En 2009 les dépenses totales des Français en jeux d'argent (PMU, FDJ, casinos) ont atteint 21,6 milliards d'euros.

**Deux nouveaux sénateurs font leur entrée au Palais du Luxembourg.** Il s'agit de Serge GODARD, maire de Clermont-Ferrand et de Jean-Louis LORRAIN, Président du Conseil général du Haut-Rhin. Ils remplacent M. CHARASSE et H. HAENEL, nommés au Conseil Constitutionnel.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi** autorisant l'approbation d'accords relatifs à l'échange de renseignements en matière fiscale avec Andorre, les Bahamas, les Bermudes, les Iles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, Jersey, le Liechtenstein, l'Île de Man, Saint-Marin, les Îles Turques et Caïques et les Îles Vierges britanniques ; des projets de loi autorisant l'approbation d'avenants aux conventions fiscales avec Bahreïn, la Belgique, le Luxembourg, la Malaisie, Singapour et la Suisse. Ces textes résultent directement des décisions prises lors du sommet du G20 de Londres le 2 avril 2009. / Lettre rectificative au projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique. Objectif : reconnaître le diplôme infirmier au niveau de la licence et prévoir une revalorisation salariale importante pour les personnels concernés.

**Communications.** La réforme de la procédure pénale : orientations et méthode. / Le bilan des Assises des territoires ruraux. / Le bilan du régime de l'auto-entrepreneur. / La lutte contre la maltraitance des personnes âgées.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Vers une défense européenne.** Les ministres de la Défense de l'Union européenne sont réunis pour examiner les possibilités de coopération militaire accrue que facilite le Traité de Lisbonne. Un groupe pilote de pays de l'Union qui le souhaiteraient pourraient travailler de concert dans un domaine militaire particulier, sans que les autres puissent y opposer un veto. La seule condition à la création de ces « *coopérations structurées permanentes* » est qu'elles fassent l'objet d'un vote à la majorité qualifiée. Plusieurs pays, la France notamment, tiennent à ce que la défense ne soit pas noyée dans le futur Service européen d'action extérieure et qu'elle conserve sa spécificité. Paris se dit prêt à donner l'exemple, via une politique de sécurité franco-allemande, en « *précurseur d'une stratégie paneuropéenne* », comme l'a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Bernard KOUCHNER.

**Changement de style.** Dès sa première journée, l'amiral GUILLAUD, successeur du général Jean-Louis GEORGELIN au poste de chef d'état-major des armées, s'est adressé aux journalistes au traditionnel « *point presse hebdomadaire* » du ministère de la défense. L'amiral est le fils de Jean-Louis Guillaud, qui fut PDG de TF1 et président de l'Agence France Presse

**Chômage en hausse en janvier.** Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité) a augmenté de 0,7% en janvier par rapport au mois précédent, pour atteindre 2,66 millions de personnes. Le chômage a connu une nouvelle hausse en janvier, selon les chiffres publiés par le ministère de l'emploi. Pour Christine LAGARDE, la ministre de l'économie, « *le marché du travail est entré dans une période moins défavorable qu'en 2009* ». « *La situation ne cesse de se dégrader* », dit au contraire le PS, dénonçant des chiffres sous-estimés.

**Perte de 6,3 milliards de livres (7,1 milliards d'euros) pour la Lloyds Banking Group** en 2009. Avec un total des dépréciations de 24 milliards de livres, en hausse de 60%, lié pour l'essentiel à des créances douteuses héritées de l'ancienne HBOS.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Action extérieure de l'Etat.** Le Sénat a adopté en première lecture après engagement de la procédure accélérée, le projet de loi sur l'Action extérieure de l'Etat. Contrairement à la position du Gouvernement et de la commission des affaires étrangères, mais suivant la commission des affaires culturelles, les sénateurs ont modifié le projet d'appellation de l'agence créée « Victor HUGO » en la nommant « Institut Français ». L'Institut français se substitue à l'association « CulturesFrance ». Les députés risquent toutefois de modifier cette décision.

**Représentation de l'AFE au conseil d'administration de la nouvelle institution.** Questions lors du débat. Robert del PICCHIA : « *Monsieur le ministre, il y aurait un moyen de*

*satisfaire tout le monde : nous donner l'assurance que vous inscrirez cette précision dans le décret d'application. Le conseil d'administration ressemblera alors à celui de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, qui comprend un sénateur, un député et un représentant élu de l'Assemblée des Français de l'étranger. »*

**Bernard KOUCHNER : Je le ferai !** M. le Président : « *Tiendrez-vous cette promesse, monsieur le ministre ?* » Bernard KOUCHNER. « *Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, une fois encore, tout en vous précisant que j'ai d'ores et déjà indiqué le nombre de représentants appelés à siéger dans ces conseils d'administration, je réitère mon engagement : oui, le décret mentionnera, parmi les personnalités qualifiées, « un membre élu de l'Assemblée des Français de l'étranger ».*

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Poursuite de la grève des aiguilleurs du ciel.** Les agents de la DGAC ont décidé de poursuivre la grève estimant « *insuffisantes* » les garanties du gouvernement contre un projet de fusion européen. En région parisienne, la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) prévoit l'annulation de la moitié des vols au départ d'Orly et de 15% des vols au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle. Le retour à la normale est prévu samedi matin pour l'ensemble du territoire français.

**Nus sous vos vêtements.** Le scanner corporel est testé à Roissy pour les vols à destination des Etats-Unis. Ce test s'effectue sur la base du volontariat. Le scanner permet de voir virtuellement ce que portent les passagers.

**Le Pô noir.** Le plus grand fleuve d'Italie est souillé par une nappe de pétrole de plusieurs kilomètres, après un sabotage dans une ancienne raffinerie près de Milan.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Le remède plus dangereux que le mal ?** Le dispositif juridique envisagé pour lutter contre le piratage sur Internet dans le cadre des négociations internationales sur un nouvel accord commercial anti-contrefaçon inquiète le contrôleur européen de la protection des données (CE PD), sorte de Cnil de l'UE. Les préoccupations portent sur le flou qui entoure les négociations et les mesures relatives à Internet qui pourraient y figurer.

**Du miel pour l'OURS.** Le film turc « Miel » reçoit l'Ours d'or au à la 60<sup>ème</sup> Berlinale. Un film réalisé par Semih KAPLANOGLU, portrait d'un enfant initié aux mystères de la nature par un père apiculteur. Roman POLANSKI, désigné meilleur réalisateur pour son film « The ghost-writer », n'est pas venu chercher son prix. Il est assigné à résidence en Suisse à la demande de la justice américaine.

**Vienne...nez ! Gratis à -19.** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la capitale de l'Autriche ouvre gratuitement les portes de ses musées aux jeunes de moins de 19 ans. Soit le musée des Beaux-Arts, le muséum d'Histoire naturelle, l'Albertina, le Belvédère, le MAK, le Musée d'Art moderne Fondation Ludwig ou le musée du Théâtre.

**L'art de la peinture...** Les héritiers du comte Jaromir CZERNIN, qui avait vendu à Hitler le tableau du maître hollandais Vermeer pour 1,65 million de reichsmarks, font une nouvelle action en justice pour récupérer la toile. Le Musée de Vienne craint de devoir rendre sa pièce maîtresse. Remis aux enchères, il n'aurait pas les moyens de le racheter...

## CARNET

### Nominations

**Hugues GOISBAULT**, nommé ambassadeur auprès de la République du Panama.

**Chantal POIRET** devrait être nommée ambassadeur en Lettonie

**Jean GRAEBLING**, nommé auprès de la République de Sierra Leone, en résidence à Conakry.

**Odile RENAUD-BASSO**, chef adjoint du cabinet du Pt du Conseil européen Herman Van ROMPUY.

**Yves BUR**, membre titulaire du conseil d'administration de l'Office franco- allemand pour la jeunesse.

**Jean-Michel BLANQUER**, membre du conseil d'administration de l'AEFE.

**Albert-Claude BENHAMOU**, nommé délégué interministériel pour l'éducation numérique en Afrique.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)